



© D.R.

Éric VINSON

est directeur de l'Institut de formation pour l'étude et l'enseignement des religions (IFER, Dijon). Membre du laboratoire Dialogue et conversion et du Groupe de recherches sur le bouddhisme contemporain (Institut catholique de Paris), il enseigne le fait religieux et laïque à Sciences Po et à l'Institut catholique de Paris. Il préside enfin l'association Enquête (www.enquete.asso.fr) et le fonds de dotation Grandir ensemble : Laïcité-Religion-Éducation, deux structures non lucratives dédiées à la promotion de la culture laïque des religions.

Pourquoi le dialogue interreligieux ?

Une histoire plus longue qu'il n'y paraît

Assez récemment encore, les échanges entre les religions semblaient un épiphénomène pour l'histoire comme pour les diverses traditions, et ce tant aux analystes extérieurs qu'aux croyants eux-mêmes. C'était particulièrement vrai en France, pays majoritairement catholique et historiquement marqué, jusqu'au XX^e siècle, par une très faible diversité religieuse. Mais les choses sont assez différentes lorsque l'on songe à d'autres contextes : pays biconfessionnels comme l'Allemagne, pays d'immigration comme les États-Unis, entités multiconfessionnelles comme les espaces ottoman ou indien, zones d'échanges culturels et commerciaux intenses comme la route de la soie ou le bassin méditerranéen... Ces dernières années, de plus en plus de chercheurs sont attentifs à ce type de configurations multireligieuses, qui s'avèrent peut-être plus près de la règle que de l'exception. Empire hellénistique, romain ou arabe, conquête des Indes occidentales ou orientales par l'Europe

à partir des Temps modernes, colonisation à la fin du XIX^e siècle : on sait qu'il y a déjà eu plusieurs phases de globalisation, si l'on peut dire, au cours de l'histoire longue du monde. Avec leur cortège de chocs et de violences interculturelles, donc interreligieuses. Mais aussi avec leurs contacts, leurs rencontres et leurs échanges plus ou moins approfondis, allant parfois jusqu'au mariage mixte des fidèles, à la double, voire la multi-appartenance, et au syncrétisme – notion qui n'a plus bonne presse chez les anthropologues, mais qui garde une certaine pertinence. Pour ne donner qu'un exemple : avec ses sources mésopotamiennes, égyptiennes, juives, grecques, latines et celto-germaniques, le christianisme n'est-il pas le résultat synthétique d'une rencontre, d'un dialogue interculturel ? Pour autant, dans ces relations « interconfessionnelles » du passé, la dimension dialogale était, semble-t-il, bien moins développée que la simple cohabitation des différences (on peut penser au cas de l'Espagne médiévale avant la Reconquête).

Aujourd'hui, avec le nouvel accès de mondialisation et les flux migratoires contemporains, la question dialogale (re)surgit avec force, notamment en France, pays qui paraît assez en retard en la matière. Alors que les premières initiatives interreligieuses y ont émergé timidement à la fin des années 1950, et ne s'y sont développées vraiment que dans les années 1970-1980, c'est dès l'exposition universelle de 1893 que le premier Parlement mondial des religions était ouvert à Chicago par un protestant. Pour la première fois, quelque chose comme un « universel religieux » se donnait à voir sous la figure du dialogue ; un dialogue inspiré du modèle parlementaire, qui veut articuler l'unité et la diversité grâce à l'échange raisonné.

L'implication catholique et les différents types de dialogue

Depuis, ce type de grand-messes multiconfessionnelles s'est reproduit sous des formules diverses, les plus marquantes étant sans doute les Rencontres d'Assise initiées en 1986 par le pape

Jean-Paul II, avec l'aide de la communauté de Sant'Egidio. Jusqu'alors partisan de l'adage « hors de l'Église, point de salut », le magistère catholique s'est en effet rallié au dialogue au cours du deuxième concile du Vatican (1962-1965), au point d'en devenir le plus ardent propagandiste, en lien avec sa défense de la liberté religieuse. Retrouvant son attachement à la liberté de conscience et, à travers elle, à toutes les grandes libertés démocratiques, l'Église semble avoir compris et accepté que la modernité implique la croissance généralisée de la diversité culturelle, à mesure que les civilisations se mêlent dans un mouvement irréversible. Et ce sont ses théologiens qui théorisent alors les différents types de dialogue, plus ou moins interconnectés : dialogue de vie, qui rapproche les adeptes de fois diverses cohabitant au quotidien ; dialogue des actes, qui rassemble des croyants pour entreprendre ensemble, par exemple, une action politique ou humanitaire ; dialogue des doctrines (délicat exercice théologique réservé aux spécialistes) ; enfin, dialogue spirituel des contemplatifs, mis notamment en œuvre par le réseau du Dialogue interreligieux monastique (DIM). Les théologiens les plus audacieux vont jusqu'à voir dans cette assomption du dialogue une véritable révolution copernicienne dans la mesure où, d'inexistant ou presque, il est devenu non seulement l'une des spécialités de la théologie, mais tend même désormais à s'imposer comme le nouveau centre à partir duquel devrait se redéployer l'ensemble de la doctrine chrétienne dans un monde de plus en plus pluraliste. En effet, à en croire les enquêtes sociologiques, seule une infime minorité de nos contemporains croient encore que leur religion est la seule vraie (idée subséquente : il y a des vérités dans toutes les religions). Dans un monde où le croyant autre est omniprésent – c'est l'épicier du coin, mon voisin, le passant dans la rue, ma fiancée, le copain de mon enfant,

« Pourtant, une laïcité authentique, ouverte à l'apport humaniste des traditions spirituelles, ne peut que faire une place de choix au dialogue, non seulement interreligieux, mais encore interconvictionnel ; c'est-à-dire accueillant différentes versions de l'agnosticisme et de l'athéisme, entre autres options philosophiques. »

mon collègue, ma belle-fille, etc. –, comment ne pas chercher à partager ces vérités, à les confronter, en quête de la vérité tout entière et, surtout, d'un vivre ensemble fondé sur l'essentiel ?

Le dialogue des religions dans la cité

On devine sans peine la portée éthique, civique et, pour tout dire, politique de ce dialogue interreligieux, devenu une nécessité et surtout une chance. Il constitue une ressource vitale dont on ne saurait se passer sur une planète travaillée par des logiques, opposées et complices, de fragmentation et d'uniformisation. Un exemple parmi tant d'autres ? La médiation islamo-chrétienne récemment tentée par la France en Centrafrique, pour apaiser les conflits interethniques à dimension religieuse. Hélas, à la différence des autres grandes démocraties, moins « religiophobes », la France laïque peine à tirer pleinement parti sur son propre territoire de cette opportunité. En témoigne l'impossibilité de faire intervenir ensemble dans le cadre de l'école publique imams, prêtres, lamas, pasteurs, rabbins et libres penseurs, comme un vivant témoignage de la concorde nationale. En témoignent aussi les difficultés faites un temps par l'administration fiscale à l'association Coexister, parce qu'elle était « confessionnelle ». Pourtant, cette association fédère des jeunes Français de toutes convictions, religieuses ou non, pour qu'ils agissent de concert au service de tous (collecte de sang, événements culturels, actions éducatives, etc.). Pourtant, une laïcité authentique, ouverte à l'apport humaniste des traditions

spirituelles, ne peut que faire une place de choix au dialogue, non seulement interreligieux, mais encore interconvictionnel ; c'est-à-dire accueillant différentes versions de l'agnosticisme et de l'athéisme, entre autres options philosophiques. Cela implique le déploiement d'une pédagogie spécifique, de professionnels formés, de lieux et d'institutions *ad hoc*, relevant respectivement (et, si possible, simultanément) des sphères confessionnelle et publique. Il en va de l'avenir des religions comme de celui de la cité postmoderne. En effet, les religions sont aujourd'hui jugées notamment sur leur capacité à se reconnaître et à s'ouvrir les unes aux autres. C'est donc ensemble qu'elles sont éventuellement reconnues dans l'espace démocratique, dans la mesure où elles s'acceptent réciproquement. À l'opposé, en s'excluant ou en se dénigrant les unes les autres, elles se disqualifient aux yeux de la raison séculière, ce qui empêche et la cité et les religions de pouvoir se féconder mutuellement. Gage de leur crédibilité et de leur fidélité à leurs propres valeurs, la capacité à entrer en dialogue s'impose par conséquent comme le ressort d'une nouvelle apologétique, permettant à chaque religion de donner la meilleure image d'elle-même *ad extra* ; ce qui ne va pas sans tension *ad intra*, compte tenu du souci multi-séculaire de recruter de nouveaux fidèles et de la concurrence qu'il peut impliquer. Cette tension peut toutefois être dépassée dans la mesure où, de nos jours, c'est justement son ouverture au dialogue qui tend à rendre une religion attirante.

